A Introduction

Le commerce mondial est souvent accusé d'engendrer un monde plus inégalitaire, mais c'est en fait l'inverse qui se produit. Dans les économies en développement, des milliards de personnes voient leurs conditions rattraper celles des économies plus développées, où la situation de millions de personnes continue de progresser. Si cette convergence économique mondiale est possible, c'est seulement parce le monde est devenu plus ouvert et intégré – l'accès s'est élargi à de nouveaux marchés, à de nouvelles technologies et à de nouveaux modèles pour l'obtention d'une croissance rapide, soutenue et inclusive.

Cependant, il existe encore des économies (et des groupes au sein de celles-ci) qui n'ont toujours pas bénéficié de l'expansion de la croissance, ou dont la croissance s'est enrayée, car elles n'ont pas été en mesure d'exploiter leur potentiel commercial ni leurs avantages comparatifs. Cette situation s'explique en partie par des contraintes du côté de l'offre, en partie par une connectivité médiocre et en partie par des obstacles au commerce et des distorsions des échanges, ainsi que par un manque de cohérence dans l'ensemble des principales politiques nécessaires pour stimuler une croissance tirée par le commerce. Du fait du rythme ralenti de l'intégration économique mondiale observé au cours des 15 dernières années – et du risque d'inversion de ce processus d'intégration que fait peser la montée du protectionnisme –, il pourrait être encore plus difficile pour ces économies de parvenir à tirer parti du commerce pour accélérer la croissance.

Le présent rapport fait valoir que l'on peut – et devrait – faire beaucoup plus aux niveaux national et international pour établir un commerce mondial plus véritablement inclusif.

Notre monde n'est que partiellement mondialisé

Bâtir une économie mondiale plus inclusive exige d'accroître et d'améliorer les échanges, et non de les réduire. Le terme «mondialisation» évoque souvent l'image d'une économie mondiale entrelaçant de manière uniforme le commerce, les transports et les technologies, mais ce tableau n'est qu'en partie exact (Ohmae, 1999). Si bon nombre d'économies et de populations sont déjà fortement interconnectées – et seront rapidement rejointes par d'autres –, d'autres économies, régions et groupes n'ont pas réussi à s'intégrer dans l'économie mondiale ou ne tirent pas avantage de l'intégration à laquelle ils sont parvenus à ce stade.

Ces divers degrés d'intégration mondiale reflètent largement les différents niveaux de richesse, de conditions de vie et de progrès technologiques dans le monde; ainsi, les économies les plus riches et les plus avancées sont souvent les plus ouvertes et les plus intégrées, et les économies émergeant rapidement avancent aussi dans cette direction, mais beaucoup d'économies à faible revenu, et même certaines économies à revenu intermédiaire, ne sont que partiellement intégrées dans l'économie mondiale et risquent de prendre encore plus de retard compte tenu des progrès économiques et technologiques qui se produisent actuellement dans le monde. Par conséquent, le monde inégalement globalisé d'aujourd'hui est aussi un monde inégalitaire.

De la divergence à la convergence de l'économie mondiale

Il y a 200 ans, le monde était plus égalitaire dans le sens où la plupart des populations étaient toutes aussi pauvres. L'économie la plus riche du monde en 1820, la Grande-Bretagne, affichait un revenu par habitant qui était supérieur d'environ cinq fois seulement à celui du pays le plus pauvre de l'époque, le Népal (Milanovic, 2023). La révolution industrielle, qui avait débuté une cinquantaine d'années auparavant, a marqué un tournant, déclenchant une accélération sans précédent de la croissance économique et des processus technologiques qui a bouleversé le paysage économique mondial, relativement statique et plat, qui avait prévalu jusqu'alors.

Ce grand bond économique a d'abord été limité: il a commencé en Grande-Bretagne, s'est étendu au reste de l'Europe puis aux ramifications de celle-ci en Amérique du Nord et ailleurs sur toute la planète. Ces «premiers pays industriels» ont continué à devancer le reste du monde tout au long du XIX^{e} siècle et au cours de la première moitié du XX^{e} siècle.

Cette croissance rapide de l'»Occident» plus avancé, lequel représentait seulement 15% de la population mondiale, et la croissance lente ou inexistante dans le reste du monde, qui comptait pour 85% de l'humanité, ont été qualifiées de «grande divergence» du fait des disparités toujours plus grandes qu'elles ont engendrées en matière de développement, de niveaux de vie et de pouvoir économique dans le monde entier (Huntington, 1996; Pomeranz, 2000). En 1980, les États-Unis étaient devenus l'économie la plus riche du monde et leur revenu par habitant était plus de 100 fois supérieur à celui des économies les plus pauvres de certaines régions d'Asie et d'Afrique.

Cependant, au fil du temps, les effets de la révolution industrielle ont continué de se propager, comme des ondulations sur l'eau, et chaque nouvelle vague du développement économique mondial a été plus grande que la précédente – impliquant des millions de personnes supplémentaires. Après la Seconde Guerre mondiale, le Japon et les «tigres asiatiques» (Hong Kong, Chine; République de Corée; Singapour; et Taipei chinois) – les économies qui se sont rapidement mondialisées à cette époque – ont vite rattrapé le niveau des économies développées de l'Occident, alors même que les économies industrielles avancées faisaient grandir l'écart entre elles et les économies pauvres et moins développées, qui étaient toujours plus distancées. Par exemple, en 1953, la République de Corée affichait un PIB par habitant ajusté en fonction de l'inflation de 67 dollars EU, et était de ce fait l'un des pays les plus pauvres du monde; en 2023, son PIB par habitant avait atteint plus de 34 000 dollars EU, un niveau sensiblement équivalent à celui de l'Union européenne.

Après les années 1980, une part encore plus importante du monde en développement a entamé son propre processus d'industrialisation rapide et de modernisation économique, ce qui a contribué à sortir un milliard de personnes de la pauvreté et à réduire l'écart de richesse et de niveaux de vie avec l'Occident (Banque mondiale et OMC, 2015). La Chine, avec ses 1,3 milliard d'habitants, a enregistré une croissance moyenne de 9% par an au cours des 40 dernières années.

Si les grandes économies émergentes de ce type attirent une grande partie de l'attention au niveau mondial, les «nouveaux mondialistes» englobent aussi des économies de toutes tailles et de toutes les régions, comme le Cambodge, l'Éthiopie, le Pérou, la Pologne, le Qatar et l'Ouganda.

Cette toute nouvelle phase de rattrapage économique, la plus rapide et la plus importante, a été qualifiée de «grande convergence»: en effet, pour la première fois depuis le début de la révolution industrielle, les conditions de la majeure partie de la population mondiale tendent vers relativement plus d'égalité, et non moins, à mesure que des milliards de personnes gravissent rapidement l'échelle de la croissance, de la technologie et du développement (Spence, 2011; Mahbubani, 2013).

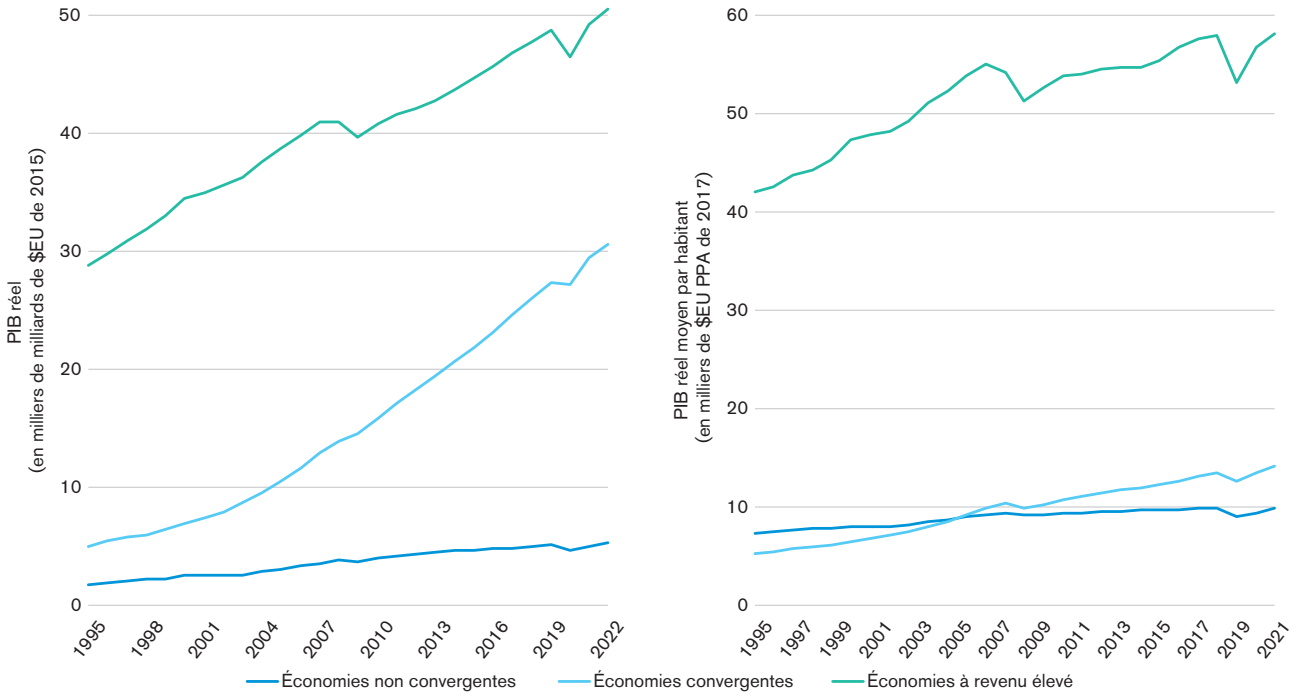
Dans les années 1980, la France, le Japon, le Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres économies développées représentaient plus de 60% du PIB mondial, et les économies en développement comptaient pour moins de 40%. Aujourd'hui, ces parts se sont inversées: le Brésil, la Chine, l'Indonésie et d'autres économies en développement représentent près de 60% du PIB mondial, et les économies développées comptent pour à peine plus de 40%.

Si la production par habitant des économies émergentes reste encore bien inférieure à celle des économies avancées, les écarts se réduisent de plus en plus vite. La Chine en est l'exemple le plus frappant: si en 1990, son PIB mesuré aux taux de change du marché ne représentait que 7% de celui des États-Unis, il avait été multiplié par 10 en 2022, atteignant 18 300 milliards de dollars EU et représentant 73% de celui des États-Unis. Le revenu par habitant de la Chine s'établit aujourd'hui aux alentours de 13 000 dollars EU, soit environ 17% du revenu par habitant des États-Unis – contre moins de 2% en 1990 – et, au rythme de croissance actuel, il pourrait atteindre la moitié du niveau des États-Unis d'ici à 2050. D'autres économies en développement à croissance rapide suivent une trajectoire analogue.

De la même manière que l'essor économique aux États-Unis a entraîné une expansion à l'échelle mondiale au cours de la seconde moitié du XIX[e] siècle, et que l'ascension du Japon et des «tigres asiatiques» a contribué à stimuler une croissance encore plus importante après 1945, le développement rapide qui concerne plus de quatre milliards de personnes dans les pays du Sud et en Orient – ainsi que leur demande croissante de technologies, de capitaux, de machines de pointe et de services – entraînera inévitablement davantage de croissance et des gains de revenu dans l'Occident développé également. Selon Hufbauer et Hogan (2023), les gains que les États-Unis ont retirés de leur entrée sur les marchés mondiaux depuis 1950 s'élevaient à près de 2 600 milliards de dollars EU en 2022. Au cours des 15 dernières années, la Chine représentait à elle seule 35% de la croissance du PIB nominal mondial, tandis que les États-Unis comptaient pour 27% (Prasad, 2023).

En conséquence, le niveau de vie dans les économies à revenu élevé et dans les économies émergeant rapidement a progressé de façon constante (voir la figure A.1). Le revenu par habitant des États-Unis a été multiplié par six au cours des 40 dernières années, et les Suédois sont aujourd'hui 30 fois plus riches qu'ils ne l'étaient il y a 200 ans (Roser, 2024).

Figure A.1: La convergence du PIB réel est notable, mais celle du PIB réel par habitant est en moyenne plus limitée, 1995-2022



Source: Calculs des auteurs, sur la base de données de la Banque mondiale relatives au PIB réel et au PIB réel par habitant.
Note: La figure montre l'évolution du PIB réel (en dollars EU de 2015) et du PIB réel par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPP) (en dollars EU de 2017). Le groupe «non convergent» comprend des économies classées parmi les économies à revenu faible ou intermédiaire en 1995 et dont la croissance n'a pas été aussi rapide que celle des économies à revenu élevé entre 1996 et 2021 (mesurée selon la croissance du PIB réel par habitant). À l'opposé, le groupe «convergent» comprend les économies à revenu faible ou intermédiaire dont la croissance a été plus rapide que celle des économies à revenu élevé au cours cette même période. Les groupes de revenu suivent la classification 1995 de la Banque mondiale.

La diffusion des technologies à l'échelle mondiale a également profité à tous étant donné que, comme Paul Romer l'a dit dans ses propos devenus célèbres, lorsqu'il se propage, le savoir ne se réduit pas mais s'amplifie (Romer, 1986).

Bon nombre des technologies de pointe actuelles comme l'intelligence artificielle (IA), l'informatique quantique, la robotique et les biotechnologies, restent produites par les économies développées. Cependant, à mesure que certaines économies émergentes atteignent un niveau plus avancé, elles deviennent aussi rapidement des sources d'innovation et des acteurs de premier plan dans ce domaine (technologies liées aux télécommunications, à l'industrie aérospatiale, aux énergies propres et à d'autres technologies de pointe), contribuant ainsi à la chaîne de réaction positive qui accélère le progrès économique mondial.

Il en résulte une économie mondiale qui croît, se développe et converge à un rythme sans précédent, bien que la production moyenne par habitant des économies en développement reste nettement inférieure à celle des économies avancées (voir la figure A1). D'après les données de la Banque mondiale, en 1995, la production mondiale par habitant, ajustée en fonction de l'inflation, s'élevait à environ 7 050 dollars EU. Même après les difficultés engendrées par la crise financière asiatique (1997-1998), la crise financière mondiale (2007-2009), la pandémie de COVID-19 et les multiples guerres et conflits régionaux, la production mondiale par habitant avait augmenté de 65%, atteignant plus de 11570 dollars EU en 2023. En outre, si les taux de croissance se maintiennent à leur niveau actuel, la production mondiale pourrait encore doubler d'ici à 2050 (Goldman Sachs, 2023).

Si la croissance économique n'est pas la seule condition du développement, elle en est une condition nécessaire – ce qui contribue à expliquer pourquoi une grande partie de la population mondiale connaît également d'immenses progrès dans la réduction de la pauvreté, la malnutrition et de la mortalité infantile, ainsi que dans l'amélioration de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'électricité.

Entre 1950 et 2019, le taux d'alphabétisation de la population mondiale a augmenté d'un tiers, étant passé de 56% à plus de 86%, et celui des femmes a enregistré une hausse encore plus spectaculaire, étant passé de 45% à peine à près de 83% (UNESCO, 2024). D'après les données de la Banque mondiale, l'espérance de vie moyenne à l'échelle mondiale a augmenté de plus d'un tiers, étant passée de 48 ans à 73 ans. Pour ce qui est du revenu mondial par habitant (ajusté en fonction de l'inflation), il a presque quadruplé, étant passé de 2 161 dollars EU à 11 570 dollars EU.

Entre 1995 et 2022 seulement, l'incidence de la pauvreté dans les économies à revenu faible ou intermédiaire est tombée de 40,3% en 1995 à 10,6% en 2022. Jamais auparavant les conditions de vie et les perspectives d'avenir d'un si grand nombre de personnes n'avaient changé aussi radicalement et rapidement dans l'histoire (PNUD, 2013).

La promotion de la croissance et le commerce sont les deux faces d'une même médaille

Cette «grande convergence» a été possible uniquement parce que l'économie mondiale est devenue plus ouverte et plus intégrée, principalement du fait de la baisse des coûts des transports et des communications, mais aussi de la réduction des obstacles au commerce et d'une plus grande coopération économique, un tout soutenu par un système économique international fondé sur des règles.

De même que les bateaux à vapeur, les chemins de fer et les câbles télégraphiques ont commencé à établir des liens dans l'économie mondiale au XIX^{e} siècle, les porte-conteneurs, les avions à réaction et Internet en ont créé d'autres pour tisser une économie mondiale encore plus intégrée au XX^{e} siècle et au début du XXI^{e} siècle.

L'invention du conteneur maritime a été à elle seule un moteur essentiel de la mondialisation. En 2021, il coûtait moins cher d'acheminer un conteneur de Los Angeles à Shanghai – à l'autre bout du monde – que de Los Angeles à San Diego – à seulement 200 kilomètres (Shiphub, 2021). Les récentes perturbations d'ordre géopolitique et environnemental risquent cependant de changer la donne. Le coût des télécommunications à longue distance se rapproche de zéro, déclenchant une explosion du commerce des services numériques, y compris l'enseignement en ligne, la télémédecine et la distribution en ligne. La Chine n'aurait pas pu devenir la nouvelle «usine du monde» si la conteneurisation n'avait pas servi de «courroie de transmission» transocéanique (Economist, 2013).

Les technologies de transport et de communication sont des moteurs importants de l'intégration économique mondiale, mais la coopération et l'élaboration de règles en matière d'économie au niveau mondial, visant à réduire les obstacles au commerce, à créer des conditions économiques équitables et à éviter les guerres monétaires provoquées par les politiques du chacun pour soi, ont également joué un rôle central. L'étalon-or et un réseau européen d'accords commerciaux bilatéraux en expansion ont formé la base de la première ère de mondialisation au XIX^{e} siècle, tout comme de nouvelles institutions économiques multilatérales (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), auquel a succédé l'OMC) – et une série d'initiatives multilatérales et régionales de libéralisation des échanges – ont soutenu la reprise de la mondialisation après 1945.

Les droits de douane moyens appliqués pondérés en fonction des échanges ont chuté de près de 40% après la Seconde Guerre mondiale, et ils ont diminué de plus de deux tiers au cours des 30 dernières années, tombant de 6,9% en 1996 à 2% en 2022. Aujourd'hui, environ 60% du commerce mondial se fait en franchise de droits, et un cinquième est soumis à des droits inférieurs à 5%.

La baisse conjuguée des coûts matériels du commerce et des coûts du commerce résultant des politiques a contribué à alimenter une croissance exponentielle des échanges dans le monde. Entre 1950 et 2022, le commerce de marchandises a affiché un taux de croissance de 5,4% par an et a donc été multiplié par 45, soit une croissance exceptionnelle.

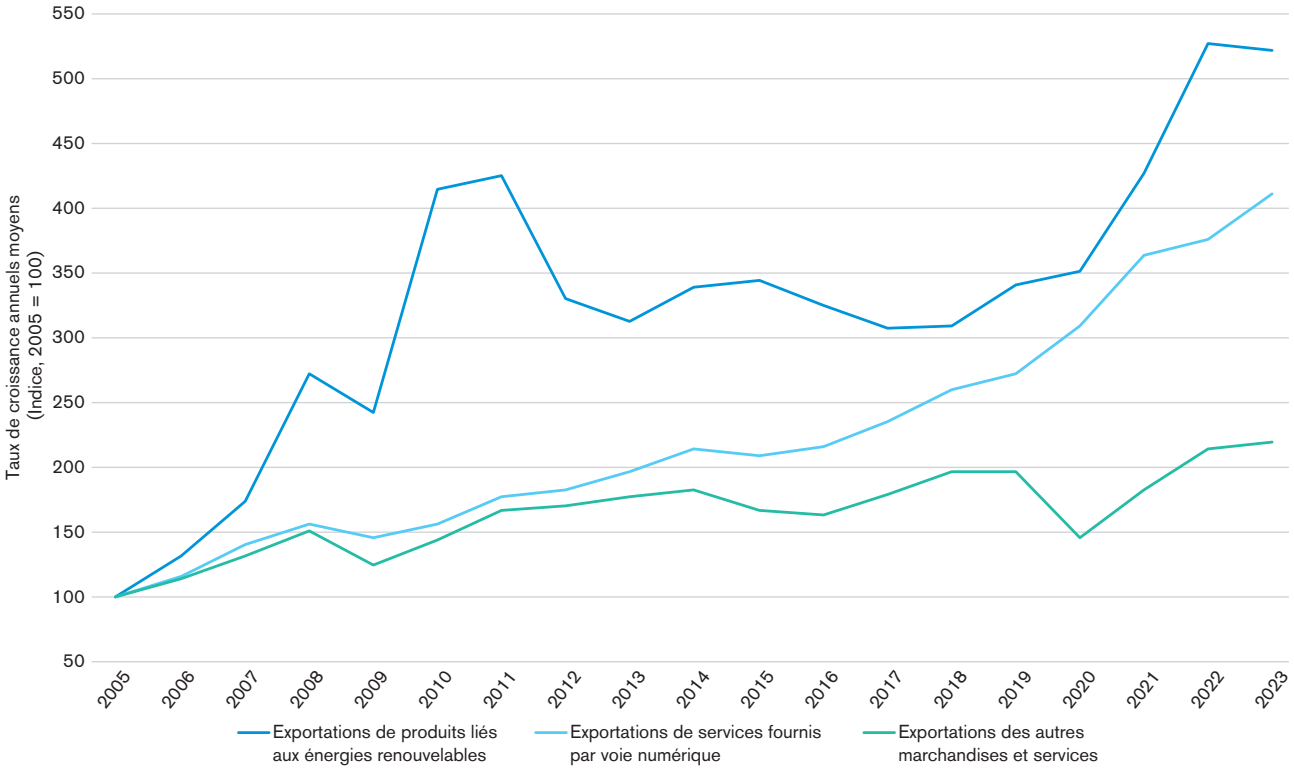
Plus récemment, de nouveaux secteurs du commerce mondial se sont développés encore plus rapidement. Le commerce des services a progressé de 6,8% par an depuis 1990, celui des services fournis par voie numérique de 8,2% par an depuis 2005, et celui des produits liés aux énergies renouvelables (panneaux solaires et éoliennes compris) a connu la croissance la plus rapide, affichant un taux de 10,3% par an, soit plus du double de celui du commerce des autres produits (4,9%), depuis 2005 également (voir la figure A.2).

Cette expansion du commerce s'est accompagnée d'un élargissement et d'un approfondissement de l'intégration mondiale. Si le ralentissement de la croissance du commerce observé depuis 2008 semble indiquer que l'ouverture et l'intégration économiques marquent le pas à l'échelle mondiale, le ratio commerce mondial/PIB est passé d'environ 5% en 1950 à 20% en 1995, puis à plus de 29% en 2023, ce qui souligne le rôle central que joue le commerce en tissant des liens au sein d'une économie mondiale aujourd'hui de plus en plus interconnectée et interdépendante.

Les économies qui connaissent les croissances les plus rapides au niveau mondial figurent aussi parmi les plus ouvertes et les plus intégrées

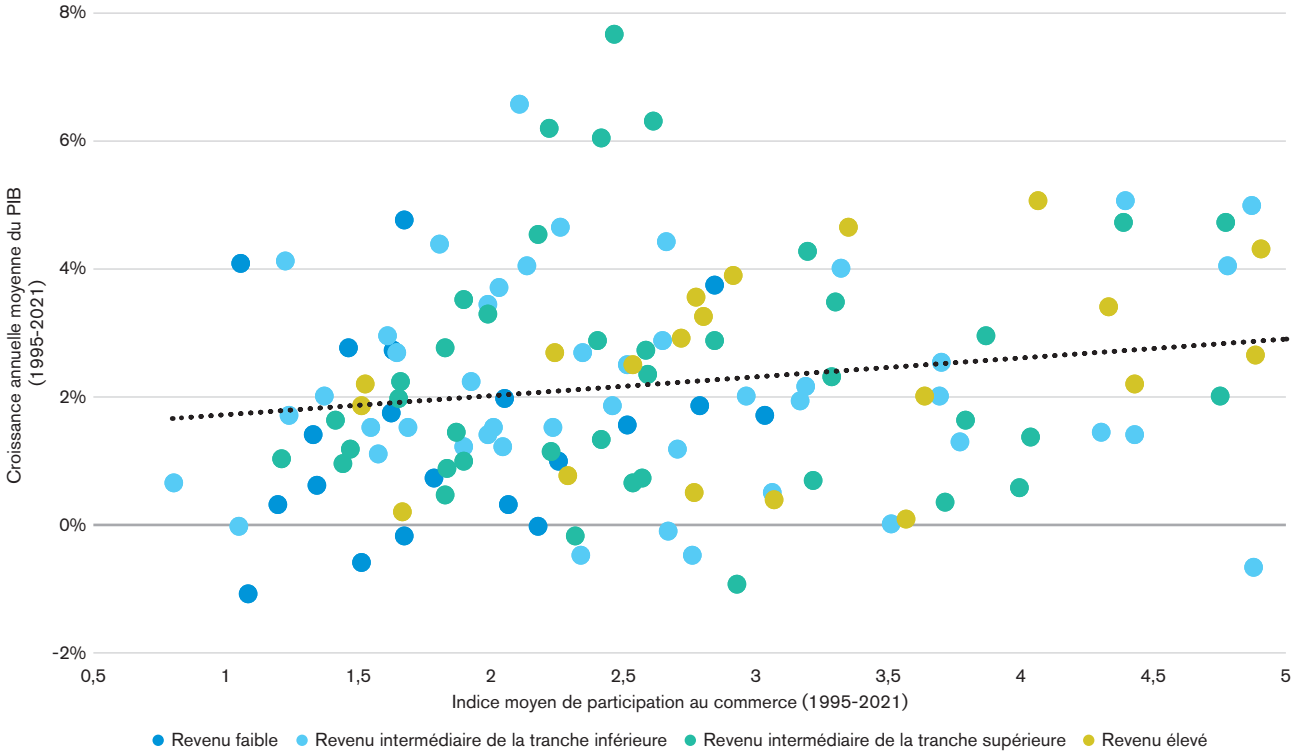
Presque toutes les économies qui se sont développées rapidement au cours des 40 dernières années – ou même,

Figure A.2: La croissance des exportations du commerce des biens et services environnementaux et du commerce numérique est nettement supérieure à celle du commerce des autres marchandises et services, 2005-2023



Source: Calculs des auteurs, sur la base de données de la CNUCED et de l'OMC, et des données du Trade Data Monitor (TDM) pour 2023.
Note: La figure indique l'évolution du taux de croissance annuel moyen des exportations de biens environnementaux (en particulier, les diodes émettrices de lumière (LED); les chauffe-eau solaires et autres, non électriques; et les éoliennes), de services fournis par voie numérique (en particulier les services faisant l'objet d'un commerce transfrontières par l'intermédiaire de réseaux informatiques), et des autres marchandises et services. Les estimations pour 2023 sont préliminaires.

Figure A.3: Une corrélation positive entre participation au commerce et croissance du PIB par habitant, 1995-2021



Source: Calculs des auteurs, sur la base de données de la Banque mondiale relatives au PIB et au commerce.
Note: L'indice de participation au commerce correspond à la part du commerce des marchandises et des services commerciaux dans le PIB, ajustée en fonction de la taille du pays. Les groupes de revenu suivent la classification 2022 de la Banque mondiale.

des 2 derniers siècles – se sont servies de l'intégration dans le système commercial mondial pour stimuler une croissance soutenue. Si ces économies n'ont peut-être pas procédé à une ouverture identique, évolué au même rythme ni adopté les mêmes politiques, toutes leurs expériences ont en commun une réorientation vers des stratégies de croissance économique davantage tournée vers l'extérieur et tirée par le commerce. En d'autres termes, l'ouverture et la croissance sont allées de pair (voir la figure A.3).

Grâce à une économie mondiale plus ouverte et plus intégrée, certaines économies en développement ont pu rattraper les économies plus avancées – et converger vers elles – en recourant à plusieurs leviers essentiels.

Le premier levier consiste à tirer parti de la demande mondiale. De nombreuses économies à revenu faible ou intermédiaire ne sont pas en mesure de générer une forte croissance en s'appuyant uniquement sur la demande intérieure. Un meilleur accès de leurs exportations aux marchés mondiaux leur a permis de tirer parti de leurs avantages comparatifs, d'exploiter les économies d'échelle et de surmonter les contraintes imposées par des marchés intérieurs de petite taille et relativement pauvres ou par l'éloignement géographique, et tout cela a contribué à accroître l'efficacité, à stimuler la productivité et à alimenter une croissance économique rapide, en particulier dans les secteurs à fort potentiel d'exportation.

L'accès à l'investissement étranger direct (IED) compte également parmi les facteurs qui ont stimulé cette croissance rapide. À mesure que les marchés mondiaux se sont ouverts et que les coûts du commerce ont baissé, les entreprises multinationales ont «dégroupé» le processus de production et en ont transféré les différentes étapes vers les endroits de la planète où le rapport coût-efficacité est relativement meilleur. Cet essor des chaînes de valeur mondiales (CVM) – soit les usines du monde – a créé une chaîne de réaction positive: l'ouverture du commerce a favorisé un accroissement de l'IED, tandis que les capacités d'exportation se sont renforcées et modernisées; et cette augmentation de l'IED a encouragé une intensification des échanges, tandis que les CVM s'se développaient et devenaient plus compétitives. Plus des deux tiers des échanges mondiaux s'effectuent aujourd'hui entre des entreprises multinationales d'envergure mondiale ou avec leurs fournisseurs.

Grâce aux CVM, de nombreuses économies en développement se sont intégrées dans l'économie mondiale en utilisant d'autres leviers importants: elles ont pu établir des

liens avec des réseaux commerciaux établis et se spécialiser dans des produits donnés sans avoir à développer auparavant une base industrielle complète. Au début du XIXe siècle, la Grande-Bretagne a eu besoin d'une combinaison complexe de facteurs de production nationaux, notamment la technologie liée à l'utilisation de la vapeur, un charbon bon marché, une industrie métallurgique de pointe, une agriculture efficace, un système financier relativement élaboré et une main-d'œuvre de plus en plus urbanisée, afin de lancer son industrialisation (Van Neuss, 2015). L'industrialisation rapidement opérée par Singapour après 1965 dépendait largement d'un atout national majeur: une main-d'œuvre hautement qualifiée, novatrice et dotée de l'esprit d'entreprise, les autres principaux facteurs de production (produits alimentaires, énergie, machines et ressources naturelles, etc.) étant importés (Economist, 2015).

Cette toile mondiale en expansion, entremêlant commerce, investissement et production, a également aidé les économies en développement à améliorer considérablement l'accès à l'élément le plus essentiel de la croissance, à savoir la technologie – que ce soit sous la forme de produits importés, comme des machines, des logiciels ou des panneaux solaires, ou de services importés, comme la conception de produits, les techniques de production, la formation des fournisseurs ou la formation à l'étranger. Parfois, le simple flux transfrontières d'idées suffit à stimuler l'innovation et l'invention au niveau local (Buera et Oberfield, 2020; Cai, Li et Santacreu, 2022; Sampson, 2023).

Quoi qu'il en soit, grâce à la mondialisation de la technologie, il est devenu plus facile, moins coûteux et plus rapide pour de nombreuses économies en développement de s'industrialiser, ce qui les a aidées à accélérer les courbes d'apprentissage et, dans certains cas, à sauter des étapes de développement (Baldwin, 2019).

Pour une croissance rapide, le commerce est nécessaire, mais il ne suffit pas

Les économies qui ont réussi à tirer parti du commerce pour accélérer la croissance ont également mis en œuvre une série de politiques nationales qui les ont aidées à exploiter leurs avantages comparatifs, à faciliter la connectivité avec les marchés mondiaux, à promouvoir l'ajustement économique et à atténuer les effets néfastes des changements structurels.

Ces économies ont, au minimum, mis en place le «système d'exploitation» de base dont les marchés ont besoin pour fonctionner correctement: stabilité politique et macroéconomique, systèmes financiers et juridiques efficaces, et environnement réglementaire transparent, performant et non discriminatoire. Elles ont également mis en œuvre des politiques complémentaires visant à promouvoir l'IED, à encourager la concurrence sur les marchés, à protéger la propriété intellectuelle et à favoriser le développement durable, en reconnaissant que le commerce s'inscrit de plus en plus dans des réseaux de production mondiaux complexes et que l'intégration dans ces réseaux nécessite des politiques et des stratégies coordonnées.

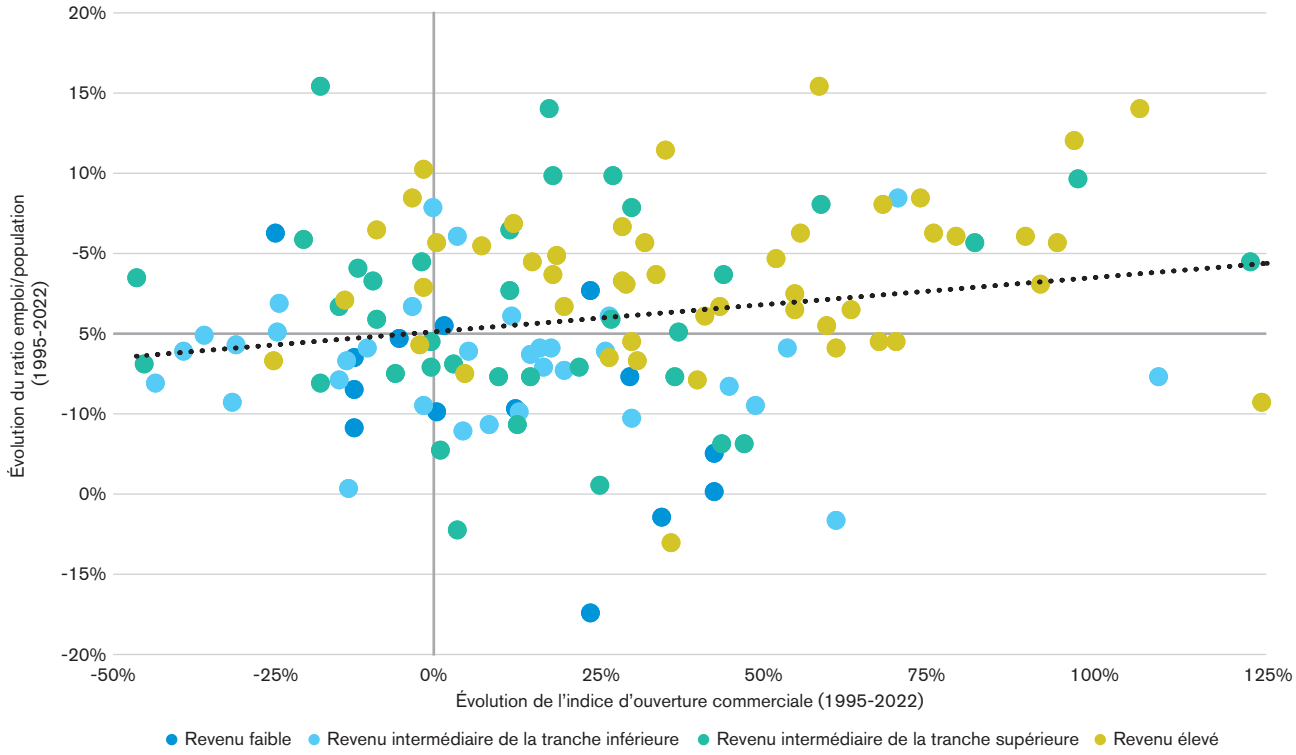
En outre, les économies qui se sont rapidement mondialisées ont généralement investi massivement dans les infrastructures, l'aide à l'ajustement, le perfectionnement et la requalification des travailleurs de manière active, et d'autres «biens publics» afin de créer un environnement propice à une croissance tirée par le commerce et d'aider les industries à s'orienter vers une production et des exportations à plus forte valeur ajoutée.

Les politiques commerciales et les politiques liées à la macroéconomie, au développement et à l'inclusivité sont interdépendantes et peuvent se renforcer mutuellement. Lorsque ces politiques sont non seulement bien conçues, mais aussi cohérentes, le commerce peut être mieux exploité pour une croissance durable. Un commerce plus inclusif est ensuite susceptible de rendre plus efficaces beaucoup d'autres politiques complémentaires, ce qui peut créer un cycle positif d'amélioration. Le commerce favorise les réformes structurelles, accroît la productivité et stimule l'innovation, contribuant ainsi à élargir les possibilités économiques. Les anciennes industries peuvent décliner mais de nouvelles, plus dynamiques, apparaîtront; les anciens métiers peuvent également disparaître mais d'autres, de meilleure qualité et mieux rémunérés, seront créés. Si dans l'ensemble, la corrélation entre le commerce et l'emploi total a plutôt tendance à être légèrement positive (voir la figure A.4), des millions d'emplois souvent mieux rémunérés sont soutenus par le commerce.

À mesure que l'économie se développe et que les prix baissent, davantage de ressources deviennent disponibles pour l'investissement dans l'éducation, la formation et l'aide à l'ajustement, ce qui peut, par ricochet, aider un plus grand nombre de personnes à participer à la croissance économique et à en tirer parti. Ce cercle vertueux peut contribuer à accroître l'égalité des chances, à promouvoir l'inclusion sociale et à réduire les disparités extrêmes en termes de richesse, en particulier parmi les groupes marginalisés, si des politiques complémentaires adaptées sont mises en place.

Au cours des 30 dernières années, l'inégalité des revenus a évolué différemment selon les économies, ayant fortement régressé dans certaines d'entre elles, tandis que dans beaucoup d'autres les disparités ont persisté ou se sont aggravées. L'inégalité des revenus au niveau mondial reste élevée en termes absolus, le niveau observé en 2020 étant comparable à celui du début des années 1900. L'inégalité des richesses est également restée constante au cours des

Figure A.4: Une corrélation positive entre l'évolution de l'ouverture commerciale et l'évolution de l'emploi, 1995-2022



Source: Calculs des auteurs, sur la base de données de la Banque mondiale relative à l'ouverture commerciale et des données de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le ratio emploi/population.
Note: La figure indique la variation en points de pourcentage de l'indice d'ouverture commerciale et du ratio emploi/population entre 1995 et 2022. Les groupes de revenu suivent la classification 2022 de la Banque mondiale.

trois dernières décennies, même si la part de la richesse personnelle détenue par la tranche la plus riche (1% de la population mondiale) a légèrement diminué, passant de 31,4% en 1995 à 30,6% en 2022. Ces tendances ont amené certains à faire valoir que le commerce international exacerbe les inégalités en profitant uniquement aux économies et aux individus riches, tout en laissant de côté des groupes et des régions marginalisés.

Si, pour certaines économies, l'ouverture et l'intégration dans l'économie mondiale se sont accompagnées d'un creusement des inégalités, bon nombre des puissances commerciales les plus prospères et les plus durables du monde – en particulier les économies avancées comme l'Allemagne ou les Pays-Bas – figurent parmi les plus égalitaires s'agissant de la répartition des revenus et du niveau de vie. Il apparaît de plus en plus clairement que les économies affichant de moins bons résultats en matière de répartition des coûts et des avantages du commerce, et où les inégalités se sont creusées, peinent davantage à maintenir un soutien politique en faveur d'une plus grande ouverture commerciale et se heurtent à un rejet croissant de la mondialisation au niveau national (Pastor et Veronesi, 2018; Acharya, 2022). Cela donne à penser non seulement que l'ouverture et l'équité peuvent aller de pair, mais aussi que la priorité accordée à une plus grande inclusion peut être un élément essentiel de toute stratégie de croissance durable tirée par le commerce.

Les accords commerciaux peuvent également aider les gouvernements à mettre en œuvre et à ancrer des réformes nationales favorables à la croissance. La participation à un système commercial fondé sur des règles incite les gouvernements à respecter leurs engagements en matière d'ouverture des marchés et à améliorer la transparence et le partage de renseignements, et elle peut contribuer à consolider les institutions nationales, à renforcer la responsabilisation, et à soutenir et à promouvoir la primauté du droit. Tout cela peut considérablement améliorer le climat des affaires d'une économie, grâce à une réduction de la marge d'incohérence et d'arbitraire dans l'élaboration des politiques.

Si l'instauration de conditions économiques plus stables, plus prévisibles et plus équitables profite à tous les acteurs de l'économie, elle donne en particulier des moyens d'action aux plus petits et moins puissants d'entre eux, comme les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), les entrepreneuses, les petits exploitants agricoles et les artisans. D'après une analyse récemment menée sur l'OMC, le recul de la pauvreté a

été plus rapide dans les pays Membres de l'Organisation que dans les pays non Membres (voir la figure A.5) et, parmi les économies en développement Membres du GATT/de l'OMC, les économies en développement accédant à l'OMC qui ont mis en œuvre des réformes nationales plus ambitieuses et ont pris des engagements en matière d'ouverture commerciale plus importants lors des négociations en vue de leur accession à l'Organisation ont affiché une croissance supérieure de 1,5% en moyenne (Brotto *et al.*, 2024).

Ces défis politiques complexes et interdépendants soulignent le rôle essentiel que des gouvernements efficaces ont à jouer pour réussir à mettre le commerce au service d'une croissance inclusive soutenue. Les stratégies de croissance tirée par le commerce qui ont été concluantes ont en particulier été facilitées par la capacité des gouvernements d'assurer une stabilité à long terme, une cohésion des politiques et une orientation cohérente (Spence, 2011).

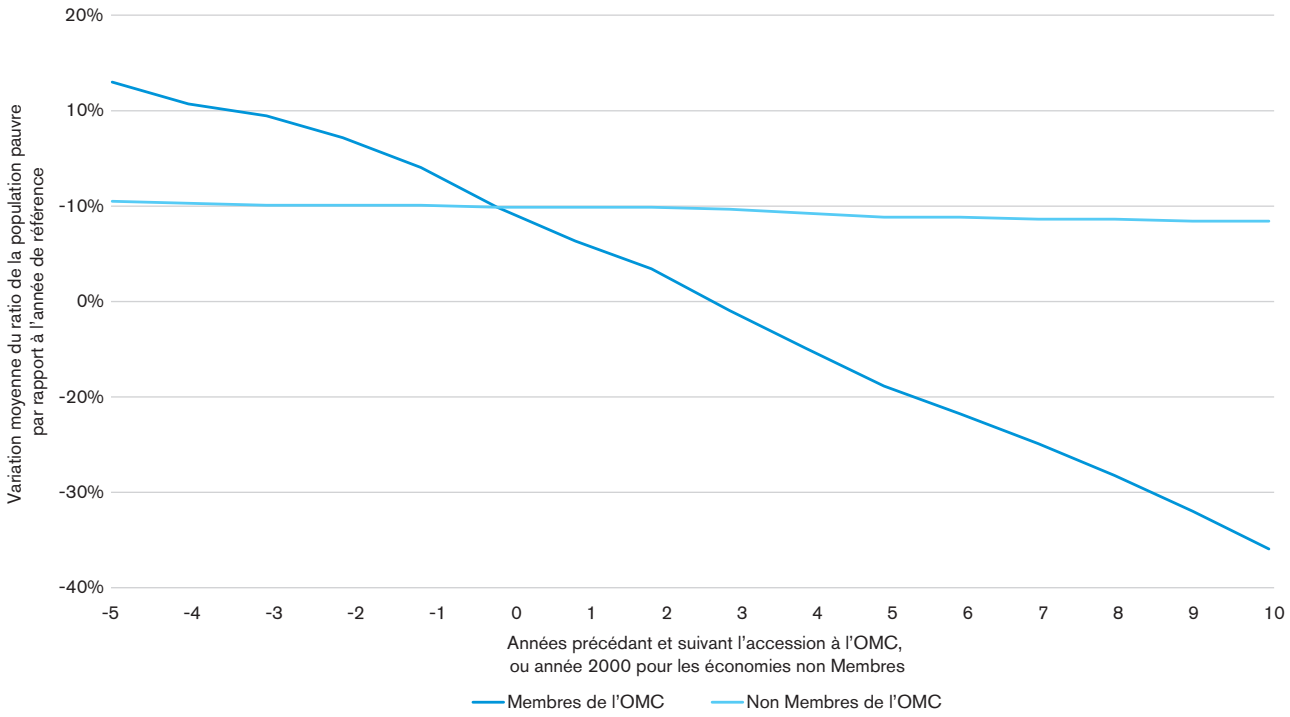
En fait, le rythme et la portée du changement économique mondial aujourd'hui – et la nécessité pour les économies de s'ajuster et de s'adapter en permanence – ont mis la barre plus haut pour les responsables politiques et font que le rôle des gouvernements et des autres institutions est plus important qu'avant, et non le contraire, et que le succès ou l'échec de leurs politiques porte plus à conséquences, et non moins.

Une grande partie du monde converge, mais une autre diverge

Si de nombreuses économies ont connu une croissance et un développement rapides au cours des dernières décennies, d'autres sont au point mort ou en perte de vitesse. Au cours des 30 dernières années, un tiers des économies classées parmi les «économies à revenu faible ou intermédiaire» ont affiché une croissance plus lente que la moyenne de celle des économies à revenu élevé. Ces économies divergentes, qui représentent 13% de la population mondiale, se trouvent principalement en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Ces économies ne parviennent pas à suivre l'expansion rapide de l'économie mondiale pour des raisons diverses et complexes, mais elles ont en commun leur incapacité à se servir du commerce comme d'une voie vers l'intégration dans l'économie mondiale ou à tirer parti de l'accès au commerce dont elles disposent pour s'élever dans l'échelle de la valeur ajoutée, diversifier leurs exportations et stimuler

Figure A.5: Un recul de la pauvreté plus prononcé dans les économies Membres de l'OMC que dans les économies non Membres, 1990-2022



Source: Calculs des auteurs, sur la base de données de la Banque mondiale relatives au ratio de la population pauvre.
Note: La figure montre la variation moyenne du pourcentage de la population vivant avec moins de 2,15 dollars EU par jour (prix ajustés en fonction du pouvoir d'achat) par rapport au ratio de la population pauvre enregistré l'année de l'accession au GATT/à l'OMC. Pour les économies non Membres de l'OMC, l'année 2000 a été choisie comme année de référence en raison de la disponibilité des données. La tendance ne change pas lorsqu'une autre année de référence est choisie pour les économies non Membres de l'OMC. Le taux moyen de réduction de la pauvreté est calculé en tenant compte de la proportion d'individus vivant dans la pauvreté dans chaque économie par rapport à la population totale d'individus pauvres au cours de l'année de référence.

une croissance rapide. Par exemple, les 46 pays les moins avancés (PMA) – qui représentent plus de 880 millions de personnes – ne représentent que 1% du commerce mondial, une part qui stagne depuis 1995 et s'est, de fait, réduite à moins de 1% au cours des deux dernières années.

Certaines des difficultés commerciales auxquelles ces économies sont confrontées sont exogènes: des droits de douane élevés qui peuvent pénaliser les exportations des économies pauvres; des normes sanitaires et techniques complexes et évoluant rapidement que les économies aux ressources limitées peinent souvent à respecter; et une course mondiale aux subventions qui s'accélère, crée des distorsions sur les marchés et infléchit les règles du jeu économique au profit des économies à revenu élevé ou émergentes.

Mais ces économies sont confrontées à d'autres obstacles au commerce internes. Par exemple, les restrictions à l'importation, les procédures douanières inefficaces ou la médiocrité des infrastructures de transport et de communication peuvent faire grimper les coûts du commerce qu'elles assument. Un manque de coordination entre les différents domaines de politiques liées au commerce, comme l'investissement ou le financement du commerce, peut atténuer ou annuler les avantages de l'ouverture au commerce. Des investissements insuffisants dans les capacités de production, la modernisation technologique et le développement des compétences peuvent également empêcher de nombreuses économies à faible revenu, et même certaines économies à revenu intermédiaire, de mener une diversification dans des secteurs autres que l'agriculture et les industries extractives et de s'orienter vers des exportations à plus forte valeur ajoutée.

Comme par le passé, le progrès économique repose sur l'adaptation aux changements dans l'économie. La capacité des travailleurs à passer d'emplois à faible productivité à des emplois à plus forte productivité et de quitter les secteurs en déclin pour les secteurs en pleine croissance est le principal mécanisme par lequel le commerce favorise le développement et améliore les niveaux de vie. Aujourd'hui, une grande différence réside dans la rapidité, l'ampleur et la portée des modifications du marché du travail engendrées par le progrès technologique et l'ouverture du commerce, au moment où de nouveaux biens et services, et même de nouvelles industries émergent, impliquant nécessairement que les autres s'adaptent ou connaissent un déclin.

Pour certaines personnes, il sera peut-être nécessaire de se relocaliser pour trouver un nouvel emploi, ce qui peut impliquer des obstacles financiers ou administratifs importants. Alors que les économies sont de plus en plus fondées sur le savoir, l'obtention d'un nouvel emploi peut dépendre de la possession de compétences plus spécialisées, ce qui peut nécessiter une reconversion professionnelle ou l'acquisition de certifications supplémentaires. Les personnes ayant des revenus plus faibles, les travailleurs disposant moins de compétences, les petites entreprises et certaines femmes peuvent ne pas avoir les compétences, les ressources ou la flexibilité nécessaires pour s'adapter aux nouvelles possibilités commerciales et sont plus susceptibles d'être affectés de manière négative par le changement économique. En l'absence de réponses adéquates en termes de politique générale, l'écart entre ceux qui peuvent s'adapter au changement économique et en tirer parti, et ceux qui ne le peuvent pas, peut se creuser, accroissant l'inégalité.

Œuvrer à une mondialisation plus inclusive est source de possibilités et de difficultés

La capacité d'un plus grand nombre d'économies d'exploiter une croissance inclusive tirée par le commerce compte parmi les facteurs essentiels qui détermineront si la convergence de l'économie mondiale se poursuit ou si une nouvelle divergence s'enclenche. La bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui, l'économie mondiale offre plus de possibilités de croissance tirée par le commerce que jamais. La mauvaise nouvelle, c'est que de nouvelles tensions pèsent sur le système économique mondial lui-même, qui pourraient restreindre ou anéantir ces nouvelles possibilités et couper court à la «grande convergence».

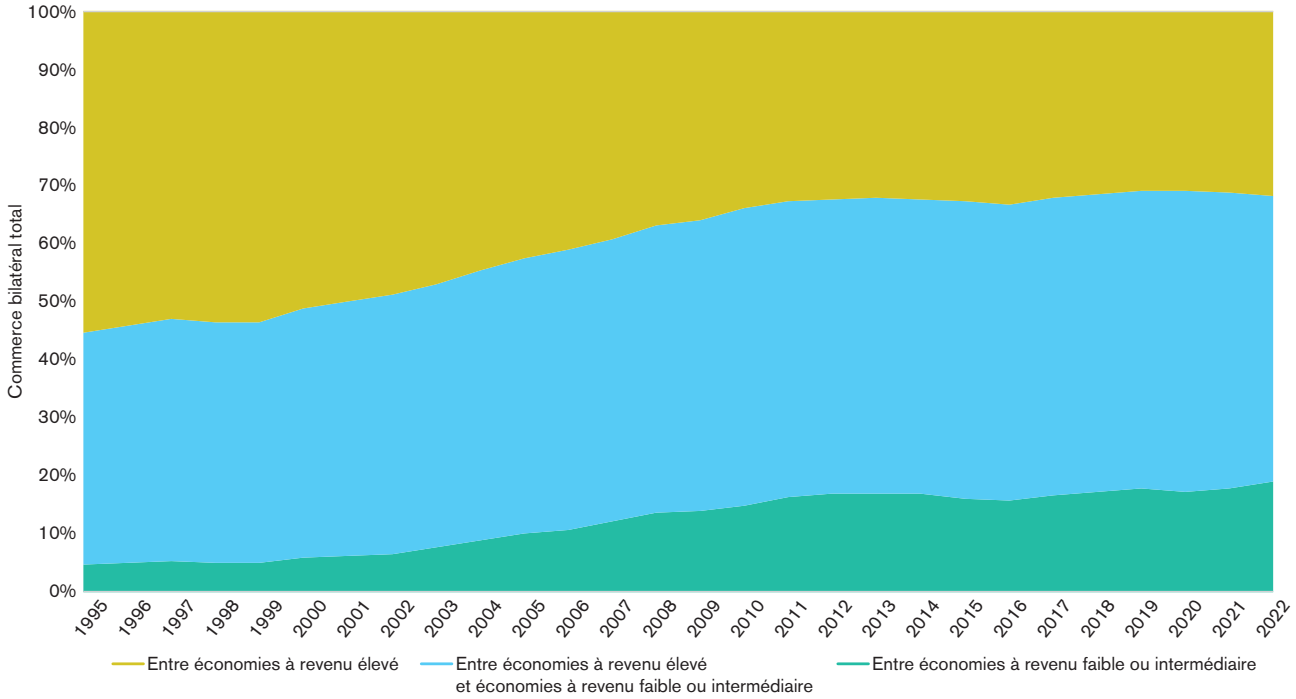
Parmi les évolutions positives, on peut citer l'accroissement de la demande mondiale. Les économies en développement ne dépendent plus uniquement de l'accès aux marchés des économies avancées pour stimuler une croissance tirée par le commerce; de plus en plus, elles peuvent également envisager d'exporter vers des marchés émergents en expansion rapide.

Ces économies émergentes génèrent une nouvelle demande considérable de produits alimentaires, d'énergie, de minéraux et d'intrants manufacturiers, ce qui entraîne ensuite d'autres économies en développement dans leur sillage. Et lorsque ces économies en développement entament leur propre décollage économique, elles deviennent elles aussi de nouveaux moteurs de la croissance du commerce.

La part du commerce Sud-Sud (soit entre les économies émergentes et en développement des pays du Sud) dans le commerce mondial est passée de 8% en 1995 à environ 25% aujourd'hui et, si les tendances actuelles se maintiennent, elle pourrait atteindre 30% d'ici à 2030 (voir la figure A.6).

Autre évolution positive, les progrès technologiques continuent d'améliorer la connectivité mondiale et de faire baisser les coûts du commerce. Grâce aux nouveaux investissements dans les infrastructures de transport, les routes commerciales mondiales se déploient et gagnent en efficacité, ce qui permet de relier même les fournisseurs les plus éloignés ou enclavés aux marchés étrangers Les couloirs commerciaux entre l'Asie

Figure A.6: Le commerce s'accroît entre les économies à revenu faible ou intermédiaire, 1995-2022



Source: Calculs des auteurs, sur la base de données de l'OMC relatives au commerce bilatéral de marchandises.
Note: La figure montre la composition des échanges mondiaux de marchandises par groupe de revenu. L'analyse exclut le commerce au sein de l'Union européenne («commerce intra-UE»). Les groupes de revenu suivent la classification 1995 de la Banque mondiale.

et l'Amérique du Nord et entre l'Asie et l'Europe supplantent désormais le couloir transatlantique entre l'Amérique du Nord et l'Europe, tandis que les couloirs entre l'Afrique et l'Asie ou entre l'Amérique latine et l'Afrique prennent de l'importance.

L'extension des réseaux numériques – soutenue par Internet, les télécommunications à moindre coût et les nouvelles plates-formes numériques – transforme encore plus fondamentalement la façon dont les économies se relient à l'économie mondiale. Certaines économies en développement et certains groupes à l'intérieur des économies, notamment les petites entreprises détenues par des femmes, qui ont souvent été exclus des marchés mondiaux de services par le passé – ce type d'échanges exigeant généralement une proximité géographique – se transforment rapidement en exportateurs de services, les nouveaux services numériques (distribution en ligne, télémédecine, services commerciaux en ligne, etc.) pouvant être fournis à partir de n'importe quel endroit de la planète qui dispose d'un accès à Internet.

Ce nouveau commerce des services peut offrir aux économies en développement des avantages que le commerce de marchandises ne procure pas: son intensité de capital peut être moindre, de même que les contraintes liées à la distance et aux exigences d'infrastructure (OMC, 2019). En effet, certaines économies en développement sautent complètement la phase d'industrialisation et passent directement des exportations de produits agricoles à celles de services (Nayyar, Cruz et Zhu, 2021).

L'une des évolutions positives les plus significatives est le fait que les économies en développement peuvent désormais observer d'autres économies en développement comme des sources d'inspiration ou des modèles pour mettre en œuvre des stratégies de croissance tirée par le commerce. De la même manière que les «premiers mondialistes» comme le Japon, la République de Corée et Singapour ont contribué à ouvrir la voie aux autres économies asiatiques dans les années 1980 et 1990, les «nouveaux mondialistes» d'aujourd'hui fournissent à leur tour de remarquables exemples à la génération suivante d'économies en développement qui cherchent à tirer parti du commerce pour accélérer leur croissance.

Cependant, pour pouvoir mettre le commerce au service d'une croissance mondiale encore plus vaste, il est fondamental de maintenir ouverte l'économie mondiale. Des inquiétudes existent à cet égard.

L'ouverture et l'intégration du commerce se sont ralenties au cours des 15 dernières années, à la suite d'une série de chocs subis par l'économie mondiale– notamment la crise financière mondiale, la pandémie de COVID-19 et les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient – ainsi que de la montée des tensions géoéconomiques et géopolitiques. Si l'économie mondiale qui est aujourd'hui ouverte commence à se fragmenter en raison de la montée du protectionnisme, du nationalisme économique

et de blocs commerciaux restrictifs, les perspectives de croissance de toutes les économies en pâtiront, mais ce sont les personnes pauvres et marginalisées sur le plan économique qui en souffriront le plus (OMC, 2023).

Structure du rapport

Le *Rapport sur le commerce mondial* de cette année étudie la manière dont le commerce a contribué à élargir le cercle de la croissance mondiale, les raisons pour lesquelles il reste des économies, régions et groupes qui sont toujours laissés de côté, et les mesures qui peuvent être prises aux niveaux national et international pour faire en sorte que des millions de personnes supplémentaires puissent tirer parti du commerce afin d'accélérer la croissance, de «se mettre à niveau» avec le reste du monde et de créer une économie mondiale plus inclusive.

Si la notion d'inclusivité peut varier en fonction du contexte et du point de vue, l'idée centrale, dans le domaine du commerce international, est la réduction des obstacles qui empêchent actuellement les économies, les régions et les groupes marginalisés (y compris les minorités les travailleurs et les personnes vulnérables) de participer pleinement aux marchés mondiaux et d'en tirer parti.

Le rapport fait valoir que le commerce est un élément clé de la solution pour bâtir une économie mondiale plus inclusive, mais aussi que des politiques plus cohérentes et se renforçant mutuellement doivent être prises aux niveaux national et international.

Le chapitre B est consacré à l'incidence du commerce sur l'inclusion entre les économies. Il étudie comment le commerce a stimulé une croissance rapide dans plusieurs des principales économies émergentes et en développement depuis le milieu des années 1990, ce qui a nettement accéléré la convergence et réduit les inégalités. Sont également examinées les raisons pour lesquelles certaines économies et régions n'ont pas encore réussi à faire du commerce un moteur de croissance soutenue, soit parce qu'elles ne sont pas suffisamment intégrées dans l'économie mondiale, soit parce qu'elles se limitent à l'exportation de produits de base dont la valeur ajoutée est faible ou dont les prix sont très instables. Parmi les défis communs à ces économies et régions figurent des coûts élevés du commerce, de faibles capacités institutionnelles, un isolement géographique et des infrastructures insuffisantes. Ce chapitre souligne que certaines politiques commerciales peuvent entraver la convergence économique, et d'autres peuvent ne pas produire les effets escomptés. Il montre également que les tensions géopolitiques, l'incapacité à combler la fracture numérique et les efforts disjoints déployés pour faire face aux crises environnementales peuvent provoquer de nouvelles difficultés pour les économies pauvres tentant de s'intégrer dans l'économie mondiale, qui ne peuvent être surmontées que grâce à des mesures et à une coopération internationales concertées.

Le chapitre C traite de l'incidence du commerce sur l'inclusion à l'intérieur des économies. Il souligne que, si les économies dans l'ensemble ont profité du commerce ouvert et de l'intégration mondiale, ce n'est pas le cas de certains groupes de personnes (comme les travailleurs peu qualifiés dans certains secteurs et certains groupes de femmes), types d'entreprises (comme les MPME) et régions (comme les zones rurales). Les facteurs qui ont empêché des populations de participer au commerce et d'en tirer parti comprennent une mobilité limitée, un faible niveau de compétences, un accès restreint au capital, des entraves technologiques, des infrastructures inadaptées et des obstacles politiques et juridiques. Ce chapitre indique que certains types de politiques commerciales, comme les droits protecteurs ou les restrictions à l'exportation, peuvent ne pas produire les effets escomptés, voire exacerber les inégalités. Il souligne que l'ouverture commerciale reste essentielle dans la lutte contre la pauvreté, mais il met également en garde contre les risques que l'insécurité alimentaire, la fracture numérique et les économies dans lesquelles «le gagnant rafle tout» peuvent faire peser sur les pauvres.

Le chapitre D examine le rôle de l'OMC et de la coopération internationale dans les efforts pour l'inclusion, que ce soit entre les économies ou à l'intérieur de celles-ci. L'OMC s'emploie déjà à promouvoir la croissance économique et l'inclusivité en favorisant des relations commerciales fondées sur des règles, non discriminatoires et prévisibles, ainsi qu'en améliorant la gouvernance au moyen d'une réforme économique crédible. Ce chapitre relève que pour être efficaces, de nombreuses politiques complémentaires en faveur du développement et de l'inclusivité nécessitent une politique commerciale crédible, transparente et cohérente, et inversement. Il examine en quoi l'obtention de plus de progrès en termes de convergence économique et d'inclusivité nécessite de trouver un équilibre entre des engagements crédibles à l'OMC et des flexibilités pertinentes (c'est-à-dire un traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres), tout en mettant en œuvre des politiques complémentaires et en renforçant la coopération internationale. Ce chapitre préconise de réduire les coûts du commerce, d'accélérer l'accession de nouveaux Membres à l'OMC, de garantir un mécanisme équitable de règlement des différends et de fournir une assistance technique permettant de renforcer la capacité des Membres de mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de l'OMC et les politiques nationales associées. Le renforcement de la coopération interinstitutionnelle peut contribuer à exploiter les synergies entre le commerce et les politiques complémentaires au service du développement et de l'inclusivité, et à favoriser la cohérence des politiques et le soutien mutuel.